

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Conseil des ministres réuni en sa session ordinaire du mercredi 10 Septembre 2025, a adopté et transmis à l'Assemblée nationale le projet de loi des finances pour la gestion 2026. Ce budget, évalué à 3 783,984 milliards de FCFA repose sur une stratégie de transformation structurelle de l'économie et de redistribution plus équitable des fruits de la croissance.

A l'analyse, ce projet qui consacre 42 % du budget général aux dépenses sociales, n'a prévu aucune ligne budgétaire pour renforcer le secteur de la presse.

Nul n'ignore le rôle de la presse dans la consolidation de la démocratie et l'État de droit. Or depuis l'avènement de la rupture, ce secteur stratégique, reconnu comme le 4ème pouvoir de la République, n'a été l'objet de la moindre attention. Les défis sont grands et préoccupants.

Si malgré les grands chantiers qui attendent, le secteur de la presse, une fois encore est laissé sur le carreau, il urge alors d'agir pour corriger le tir.

C'est pourquoi, dans la perspective de l'examen et du vote du budget à l'Assemblée nationale, la Plateforme des promoteurs et acteurs pour le développement des Médias (PAdEM-BÉNIN), exprime sa vive préoccupation et lance un appel pressant au Ministre d'Etat chargé de l'Économie et des Finances aujourd'hui candidat aux fonctions de Président de la République et aux honorables députés, en l'occurrence le Président de la commission des finances afin que des dispositions soient prises pour corriger cette exclusion.

La PAdEM-Bénin remercie, d'ores et déjà, toutes les autorités compétentes pour toutes les diligences qui seront faites et réitère sa disponibilité pour toutes les propositions concrètes.

Fait à Cotonou le 17 Septembre 2025

Le Président



Ilarion KINGNON